



CLASSIQUES
GARNIER

FERNANDEZ (Alexandre), « *Methodenstreit* et retournement de politique économique en Espagne durant la crise des années 1880-1890 », *Revue d'histoire de la pensée économique*, n° 6, 2018 – 2, p. 15-37

DOI : [10.15122/isbn.978-2-406-08759-5.p.0015](https://doi.org/10.15122/isbn.978-2-406-08759-5.p.0015)

La diffusion ou la divulgation de ce document et de son contenu via Internet ou tout autre moyen de communication ne sont pas autorisées hormis dans un cadre privé.

© 2018. Classiques Garnier, Paris.
Reproduction et traduction, même partielles, interdites.
Tous droits réservés pour tous les pays.

FERNANDEZ (Alexandre), « *Methodenstreit* et retournement de politique économique en Espagne durant la crise des années 1880-1890 »

RÉSUMÉ – Vers 1880, contestant l'hégémonie académique et politique des *economistas* la dissidence *krausista* proclama que l'économie était une science morale, s'interrogeant sur la neutralité de la science pure et empruntant plus ou moins à l'historicisme allemand. Le retournement de politique commerciale des années 1890, s'accompagna de l'engagement du Président Cánovas dans le débat épistémologique, signifiant qu'il n'était en fait de "querelle de méthode" performative qu'hors des amphithéâtres.

MOTS-CLÉS – Économistes espagnols, libre-échange, protectionnisme, historicisme, *Methodenstreit*, querelle des méthodes

FERNANDEZ (Alexandre), « *Methodenstreit* and Reversal of Economic Policy in Spain during the Crisis of 1880-1890 »

ABSTRACT – In the 1880s, the positions of "classical school" (*economistas*) were undermined. The *Krausist* tendency, considering economics as a moral science was questioning the neutrality of economy as a pure science and getting inspiration from the German historicist school. In 1891-1892, according to the reversal of commercial policy, President Cánovas intervened directly in the epistemological debate. It was the sign that the *Methodenstreit* could only be a political debate, instead of an academic one.

KEYWORDS – Spanish economists, free-trade, protectionism, historicism, *Methodenstreit*, "strife over method"

METHODENSTREIT ET RETOURNEMENT DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE EN ESPAGNE DURANT LA CRISE DES ANNÉES 1880-1890

Alexandre FERNANDEZ
Université Bordeaux-Montaigne
CEMMC

Au début des années 1890 l'établissement par la loi de solides tarifs douaniers (« *arancel Cánovas* » du 31 décembre 1891¹) signifiait un retournement notable (Serrano Sanz, 1987), et qui allait s'avérer durable, de la politique économique espagnole. Il y avait à peine plus de vingt ans, pourtant, que la révolution de 1868² avait, littéralement, porté au pouvoir en Espagne ceux que l'on nommait les « *economistas*³ ». Au premier

-
- 1 Variable selon les produits concernés – plus élevé sur les céréales, les produits de l'industrie textile, certains produits de l'industrie sidérurgique ou métallurgique (mais pas sur tous) – le niveau moyen de protection atteint 30 %. (Tirado, 1996).
 - 2 En septembre 1868, un *pronunciamento* « progressiste » avait conduit la reine Isabelle II à l'exil. Il s'était ouvert alors une période traditionnellement désignée en Espagne comme celle du « *sexenio democrático* » [Les six ans démocratiques] : une période marquée par d'importantes mesures, telle que l'établissement du suffrage universel dans la constitution de 1869 (rappelons qu'à cette date, en Europe, celui-ci n'existe que dans les cantons suisses et en France... sous la pratique particulière des candidatures officielles de Napoléon III) ; mais une période troublée (par la première guerre de Cuba, la deuxième guerre carliste en Navarre et au Pays basque, l'insurrection « cantonaliste » au Levant et en Andalousie, etc.) et instable : après qu'Amédée de Savoie élu à la majorité des *Cortes*, roi des Espagnols (décembre 1870), eut abdicé, la République espagnole fut proclamée le 11 février 1873. Le 29 décembre 1874 un nouveau *pronunciamento* – conservateur celui-ci – mit fin à l'expérience républicaine. (Suárez Cortina, 2006).
 - 3 L'étude que nous présentons avait été préparée pour une communication pour le 15^e colloque de l'Association Charles Gide pour l'étude de la pensée économique (Lyon,

rang, Laureano Figuerola, professeur d'économie politique et de droit politique à l'Université de Madrid, disciple déclaré de Jean-Baptiste Say et de Frédéric Bastiat. Comme ministre des Finances (d'octobre 1868 à décembre 1870), il avait entrepris une réforme monétaire vigoureuse (création de la peseta, dès le 19 octobre 1868, à parité avec le franc), doté le pays d'une législation très libérale (nouvelle loi sur les sociétés, loi sur les investissements étrangers, etc.) et levé les prohibitions à l'importation et abaissé la protection douanière : l'« *arancel* Figuerola » – qui allait, jusqu'au début des années 1890, tant bien que mal, survivre aux vicissitudes de la vie politique.

En janvier 1875, les Bourbons étaient revenus au pouvoir en la personne du fils d'Isabelle II, Alphonse XII, par l'action conjointe de la Cour en exil, de l'armée et, surtout, de l'une des figures du parti des conservateurs, Antonio Cánovas del Castillo. Ce dernier notamment s'était attaché à faire du régime de la « *Restauración* » un régime d'ordre social (et d'ordre moral avec un rôle certain rendu à l'Église) et politique. La Constitution de 1876 établit une monarchie parlementaire avec des *Cortes* bicamérales ; le roi (ou, après la mort d'Alphonse XII en 1885, la régente, au nom de son fils jusqu'en 1902) partageait le pouvoir législatif avec des députés élus au suffrage redevenu censitaire et nommait le président du Conseil. Jusqu'à son assassinat en 1897 le père du régime, lui-même, Cánovas del Castillo, chef du parti libéral-conservateur, allait occuper le siège, pratiquement sans interruption jusqu'en 1881, puis dans le cadre d'une alternance instituée (*el turno*) avec Práxedes Mateo Sagasta, le leader du parti libéral.

Les deux partis « dynastiques » soutenaient la couronne et partageaient une même confiance – avec des nuances il est vrai – dans les vertus du libéralisme (politique et économique) bien compris, c'est-à-dire distinguant l'esprit de la lettre. Ainsi, l'Espagne inventa en 1877 le système des tarifs à double colonne de droits (un peu plus tard adopté par la France au demeurant) : d'une part, pour les marchandises en provenance de pays qui n'avaient pas d'accord commercial avec l'Espagne et qui seraient taxées en fonction des dispositions conventionnelles, et, d'autre part, une « deuxième colonne », à tarifs minimum, pour les produits qui

2-4 juin 2014), dont le thème général était « Les économistes et le pouvoir ». Bien que la proposition eût été acceptée par les organisateurs, des circonstances contraires avaient alors empêché de la présenter.

proviendraient de pays bénéficiant de la clause de la nation la plus favorisée. Sur ces bases, l'Espagne avait conclu plusieurs traités commerciaux, dont les plus importants furent ceux qui furent signés avec la France en 1877 (traité ouvrant le marché français aux vins espagnols) et en 1882 ; à la fin des années 1880, plus de 90 % du commerce espagnol était réalisé avec des nations qui avaient conclu des traités commerciaux. En fait, à cette date, la question n'était plus tellement de savoir s'il fallait, et dans quelle mesure, baisser les tarifs douaniers mais plutôt de savoir ce que l'on pouvait obtenir de bénéfiques pour l'économie nationale lors de la négociation des traités. Or, comme l'analyse Serrano Sanz (1987), à partir de ce moment le débat s'engageait sur un terrain où les « protectionnistes » allaient commencer à reprendre la main.

Le retournement de conjoncture des années 1880 et les difficiles négociations avec les partenaires commerciaux, dont la France, avaient fait vaciller les positions des libéraux espagnols, non seulement au Gouvernement, mais aussi, dans une certaine mesure, dans le monde académique. Alors qu'en chaire et dans l'édition le libéralisme le plus classique avait dominé, d'aucuns discutaient désormais des apports de l'École historique allemande. Parallèlement, dans le cadre d'un débat mené depuis plusieurs mois avec le professeur Gabriel Rodríguez, principal théoricien du libéralisme espagnol et thuriféraire du libre-échange, inquiet de la « réaction protectionniste » (titre de sa conférence donnée en mai 1888 à *El Ateneo* de Madrid, publiée peu après dans la *Revista de España*) et qui reprochait à Cánovas del Castillo l'abandon de ses convictions de jeunesse et son ralliement à celle-ci, ce dernier fait paraître en 1891 une brochure dans laquelle il explique « comment il est devenu protectionniste⁴ ». L'auteur, qui, en tant que publiciste actif, a plutôt derrière lui une œuvre d'historien, n'est sans doute pas un économiste de profession ; mais cela ne l'empêche point de ferrailer sur le terrain des « économistes ». En réaffirmant « en théorie » l'existence « d'inexorables lois mathématiques de l'économie » et la valeur absolue de l'intérêt personnel comme principe d'action et de la concurrence comme support du progrès, il se défend d'avoir subi quelque « conversion » théorique que ce soit. Mais, c'est plus « prosaïquement », qu'il propose de distinguer

4 Sur la polémique entre Gabriel Rodríguez et Antonio Cánovas del Castillo qui se poursuivit près d'une décennie, voir Lebón Fernández & Sánchez Lassen in Fuentes Quintana (1999, p. 526-532).

l'économie, pure et théorique, science universelle, « cosmopolite », et la *politique économique*, science du gouvernement des nations en fonction de leur personnalité économique propre.

L'objectif ici n'est pas tant de trancher sur l'authenticité, la signification (ou la qualité) des débats théoriques au sein de la science économique espagnole à la fin du XIX^e siècle, que de considérer, en historien, la contemporanéité de la publication de ce qui n'était qu'une brochure – mais rédigée par l'homme politique le plus important de sa génération – et du vote aux *Cortes* de tarifs très sensiblement protectionnistes. C'est d'une certaine manière tenter de repérer, en situation, la réflexivité des savoirs économiques. C'est surtout vouloir rendre compte d'une séquence historique durant laquelle s'est posée, pour la première fois à ce niveau dans le débat idéologique et politique, la question de savoir si la théorie devait non seulement devenir un instrument de politique mais contenir le politique.

Un temps les « économistes » avaient pu croire leur influence intellectuelle consolidée par leurs positions ministérielles et la « théorie » désormais inexpugnable. Cependant, la dissidence « krausiste » – une spécificité espagnole – dans sa volonté de proclamer l'économie comme science morale ne trouva d'autres voies que de s'interroger sur la neutralité de la science pure et d'emprunter plus ou moins à l'historicisme allemand. Surtout, au tournant des années 1880-1890, parallèlement au retournement de politique commerciale, l'engagement de Cánovas, l'homme du pouvoir par excellence, dans le débat épistémologique – « le politique devenu économiste » en quelque sorte – signifiait qu'il n'était en fait de « querelle de méthode » performative qu'hors des amphithéâtres.

I. LES « ÉCONOMISTES » AU POUVOIR

En Espagne l'économie classique, représentée au premier rang par la grande figure de Álvaro Flórez Estrada (Flórez Estrada, 1958), s'était diffusée au cours de la première moitié du siècle dans les cercles intellectuels et dans les chaires des facultés sans trop de concurrence (Fuentes Quintana, 1999). Au demeurant, cette appropriation des principes et des

outils d'analyse de l'économie classique s'était faite plutôt *via* les auteurs français qu'anglais. Frédéric Bastiat, surtout, jouissait d'une popularité sans borne, que lui reconnaissait volontiers ... un des plus farouches défenseurs du protectionnisme de la fin du siècle : « Bastiat fut le véritable apôtre de la doctrine [libérale] parmi les peuples latins, grâce à son esprit romantique, son imagination et la beauté de son style » (Alzola, 1896, p. 504). Les ouvrages et brochures de Bastiat étaient diffusés et constamment cités dans les manuels et les périodiques faisant autorité comme *El Economista* ou *La Tribuna Economista*.

C'était donc l'interprétation la plus libérale de l'économie politique qui paraissait s'être imposée en Espagne passé le milieu du siècle ; par leurs publications, par l'accès aux chaires les plus prestigieuses, les plus exclusifs des libéraux tendirent à dominer le champ – jusqu'à être véritablement « hégémoniques » (Lluch, 1992, p. 145). Or, non seulement ils aspiraient à incarner à eux seuls l'économie, mais ils avaient réussi à en convaincre l'opinion et les politiques. L'économie politique était ainsi tout entière contenue dans l'économie classique et *les* économistes ne pouvaient être que ceux qui en prênaient les principes.

Sans doute, subsistait-il encore des résistances à la propension hégémonique des libéraux durant les années 1860. La pensée traditionnaliste, celle de Juan Donoso Cortès ou de Jaime Balmes, rejetait les fondements même de tout libéralisme ; contre les « économistes », c'est sur le terrain même de l'économie que les industriels catalans menèrent la bataille – et notamment l'un des plus riches d'entre eux, Juan Güell y Ferrer :

qui n'était pas un savant, n'avait pas fait de longues études, mais qui avait appris à l'école des affaires et de l'expérience suffisamment pour opposer de solides arguments fondés sur un grand sens pratique et sur une érudition réelle sur les questions touchant à la richesse du pays [...] et dont les polémiques menées contre les grands libéraux, Figuerola, Sanromá couvrent plus de 1000 pages publiées par ses admirateurs⁵ (Alzola, 1896, p. 387-388).

Introduceur de l'œuvre de Henry C. Carey en Espagne, tant dans les nombreux articles qu'il publia dans plusieurs périodiques qu'il contribua à fonder ou à financer que dans plusieurs volumineuses monographies statistiques, Güell y Ferrer s'attacha à montrer que l'intérêt de la production (et

5 Il s'agit des *Escritos económicos*, une compilation posthume publiée à Barcelone en 1880 par Adolfo Blanch.

du producteur) devait prévaloir sur celui du consommateur. Néanmoins, les écrits de Ramón Anglasesell i Serrano – successeur à l'Université de Barcelone de ... Figuerola – étaient peut-être encore plus significatifs de certaines ambiguïtés de ces opposants aux « économistes » en ces années 1850-1860 : alors que la première partie de son *Compendio de las lecciones de economía política* défend plutôt que les théories de la valeur de Smith ou de Ricardo celle de Jean-Baptiste Say, la seconde partie s'attache à réfuter le libre-échangeisme tel que prôné par les professeurs de Madrid (Artal i Vidal, 1999).

Ces derniers s'efforçaient parallèlement de convertir leur aura intellectuelle en prescriptions de politique économique. Celle-là était acquise par les positions des « économistes » qui occupaient les chaires d'économie politique à l'Université (Figuerola), à l'*Escuela de Caminos, Canales y Puentes*, l'équivalent de l'École des Ponts et chaussées, (Gabriel Rodríguez), à la *Real Academia de Ciencias Morales y Políticas* (Figuerola, Gabriel Rodríguez, Sanromá) à la *Sociedad de Economía política de Madrid*, à l'*Ateneo Científico, Literario y Artístico de Madrid* (Echegaray) ; qui participaient de la fondation et de l'animation de la *Asociación para la Reforma de los Aranceles de Aduanas (ARAA)* (Association pour la réforme des droits de douane). Leur influence politique était bien plus contrastée. Les affinités de nombre d'entre eux avec le parti progressiste au cours des années 1850-1860 les avaient confortés dans l'idée que l'adoption en Espagne d'un libéralisme dont le *primum* mobile devait être l'ouverture commerciale du pays allait dans le sens de l'amélioration de la situation du pays et du sort de ses habitants – et qu'il convenait de se rapprocher de l'exemple britannique qui indiquait combien allaient de concert libre commerce, industrialisation, progrès matériel et moral. Or, si la révolution de 1854 avait semblé dégager quelques voies en ce sens, les rapports de force politiques et idéologiques des années 1860 compliquaient l'établissement d'un véritable régime libéral en Espagne.

Aussi, à bien des égards, la révolution de 1868 fut une divine surprise pour les libéraux (Costas, 1988). Ils ne se contenteraient plus d'inspirer le pouvoir. Ils obtenaient tous les ministères et les grandes directions économiques : leurs chefs de file, les professeurs Laureano Figuerola et José Echegaray devinrent ministre d'*Hacienda* (Finances) et ministre du *Fomento* (Équipement) ; ils occupaient, entre autres, le Sous-secrétariat aux Finances, celui des Travaux publics, la Direction

générale des Impôts, des Douanes, etc., et peuplaient la plupart des commissions des *Cortes constituyentes*. Les « économistes » allaient être le pouvoir. Figuerola reconnut lui-même que cette présence politique de l'École économiste était une occasion singulière de mener à bien le programme de réforme de la politique économique que l'École préparait depuis près de trois décennies.

Il s'agissait d'installer un authentique et complet système libéral en Espagne, fondé sur quatre principes imprescriptibles : le libre-échange, la libre initiative et la libre concurrence sur le marché intérieur, le monométallisme or, l'équilibre budgétaire. Le désarmement douanier (établi par le nouvel *arancel* de 1869) fut considérable, les tarifs furent abaissés au maximum et on n'en laissa subsister quelques-uns que pour des raisons fiscales davantage qu'industrielles. La loi d'octobre 1868 sur les sociétés anonymes suscita un véritable engouement et ouvrit le marché espagnol aux investissements étrangers. Sur le plan monétaire la création de la peseta, à parité avec le franc, semblait mettre un terme à plus d'un demi-siècle d'instabilité ; mais on ne put se désengager du bi-métallisme de fait. L'équilibre budgétaire, en revanche, demeura une chimère dans un contexte politique très difficile : incapacité de s'entendre sur la nature du régime – centralisme/fédéralisme, monarchie constitutionnelle/république – et, surtout, insurrections révolutionnaires dans le sud-est, guerre de Cuba, seconde guerre carliste.

Sans doute la stabilité politique et financière fut-elle retrouvée durant la deuxième moitié des années 1870 sous le régime de la *Restauración*. Il sembla alors qu'une « politique économique juste » pouvait, sans distorsion majeure, être déduite des enseignements de la théorie, en même temps que l'efficacité de la politique économique prouvait la vérité de la doctrine.

Mais dès le début de la décennie suivante le monde idéal des harmonies économiques des économistes au pouvoir s'effrita. Surtout, fût-ce progressivement, il apparut qu'il était impossible aux « économistes » d'ajuster à la théorie la « force nouvelle des choses » (Serrano Sanz, 1997b, p. 250) lorsque naissait la question sociale et qu'un nouvel ordre économique international était en train de se constituer au cœur même de la Grande dépression.

II. UNE « QUERELLE DES MÉTHODES » EN ESPAGNE ?

Dans son *Introducción al pensamiento económico. Una perspectiva española*, Fabián Estapé, évoquait, après le relatif éclat des économistes espagnols au cours d'un siècle allant *grosso modo* de 1750 à 1850, une véritable stagnation de la pensée durant les dernières décennies du XIX^e. Une des raisons de cette stagnation de la pensée, pour Fabián Estapé, résidait dans le fait que les énergies étaient accaparées par les questions de politique économique, et c'était là un contexte peu propice au progrès de la science – une appréciation globalement confirmée par tous les historiens de la pensée économique espagnols, quelle que soit leur inclination (Velarde Fuertes, 1974 ; Serrano Sanz, 1997b).

Sans doute, la majeure part des intellectuels espagnols des années 1870-1890 n'avait-elle qu'une connaissance très rudimentaire de l'allemand, et nombreux furent ceux qui durent s'en remettre aux traductions, par le biais notamment de la *Biblioteca dell'Economista italiana*. Au demeurant, cela n'ôtait rien à la vigueur des débats. Aux « économistes » libéraux, en poste, on l'a vu, et dans les organes de gouvernement et dans les grandes chaires de l'Université centrale de Madrid, continuèrent de s'opposer certains penseurs catholiques, tentant désormais, à l'instar de Eduardo Sanz Escartín, de concilier une certaine fidélité au conservatisme traditionnaliste issu de Juan Donoso Cortés et de Jaime Balmes et l'adhésion à la doctrine sociale de l'Église de Léon XIII. Au demeurant, plus que jamais, il s'agissait de critiques des abus et dysfonctionnements du libéralisme plutôt que de remise en cause fondamentale de celui-ci (le marxisme économique est encore balbutiant au début des années 1890 en Espagne, avec pour principales publications un *Informe crítico sobre la Comisión de Reformas Sociales* institué par le Gouvernement rédigé par Jaime Vera et une brochure sur l'histoire des modes de production de Juan José Morato). En somme, la principale opposition théorique aux « économistes » allait être celle qu'allait mener un petit groupe d'enseignants de l'*Institución Libre de Enseñanza* (Institution libre d'enseignement) et de la faculté de droit d'Oviedo. Ces derniers allaient constituer de fait ce que Malo Guillén a appelé le « krausisme économique » (Malo Guillén, 2005).

À ce point, il convient sans doute de faire état de l'influence considérable qu'a eue en Espagne (et dans certains pays hispano-américains) la pensée du philosophe allemand Karl F. Krause : disciple de Schelling, franc-maçon, Krause avait proposé durant la première moitié du siècle une philosophie idéaliste fondée sur une sorte de panthéisme, les exigences morales du kantisme et le rêve d'une république universelle. Nombre d'intellectuels espagnols y trouvèrent matière de penser la modernité de l'époque industrielle. Les krausistes occupèrent certaines des premières places de l'*Institución Libre de Enseñanza*, fondée en 1876 comme une université privée et laïque.

Dès 1876 l'une des figures de l'*Institución Libre de Enseñanza*, Gumersindo de Azcarate, fit paraître des *Estudios económicos y sociales* (Azcarate, 1876, ch. 1, sections 5 et 6) :

L'ordre économique de la propriété, régi par des lois universelles, est partie constitutive du tout social, que nous avons évoqué, qu'il contribue à harmoniser [...]

L'objet de la science économique est l'étude de tout l'organisme constitué des biens matériels, que nous avons appelé ordre industriel et économique, ordre de la propriété ; par conséquent, il lui incombe de considérer ses éléments, ses lois, ses relations etc. ; en somme tout ce qui donne lieu à l'union essentielle, par son corps, de l'homme et de la Nature ; en outre, tout ce qui touche à la relativité des modes d'individualiser pour chaque cas cette relation, relève de la partie technique de la science.

Sans se départir d'un certain organicisme, il y reconnaissait l'existence de lois naturelles de l'économie – dont l'ordre de la propriété. Cependant, la « partie technique de la science » ne devrait point dispenser de méditer sur ce qu'il était possible de faire, en respectant ces lois, pour améliorer l'état des choses existant. Posant la distinction entre école philosophique et école historique, entre théorie économique et politique économique comme axe de son analyse, il s'appliqua à montrer les insuffisances du libéralisme pur de Bastiat qui conduiraient à une sorte de « déterminisme fataliste » ; introducteur de Cairnes en Espagne, à qui il consacra une étude (Azcarate, 1876, ch. 5), il dénonçait toute politique qui se fonderait sur le seul *laissez faire*, qui ne serait, en fait, que simple individualisme (Azcarate, 1876, ch. 2, section 4 ; ch. 4, section 4). Si Azcarate envisageait l'intervention de l'État et surtout des municipalités comme seule possible de donner une réponse à l'angoissante « question sociale »

(Azcarate, 1979), il entendait très clairement situer ses analyses à l'intérieur du cadre théorique classique et rejetait explicitement toute accointance avec le socialisme (de 1887 à 1915 il allait être un des parlementaires républicains, minoritaires, les plus en vue) – fût-ce avec le socialisme de la chaire (*socialismo de cátedra*) dont on commençait à parler en Espagne.

Au demeurant, c'est à l'occasion d'une conférence prononcée dans les locaux mêmes de l'*Institución Libre de Enseñanza*, dont il était également membre, que le principal héraut du libéralisme espagnol, Gabriel Rodríguez, lui répondit et inaugura ce qui allait tenir lieu de « querelle des méthodes » en Espagne (Velarde Fuertes, 1999). Pour Gabriel Rodríguez le « socialisme de la chaire » n'était, quoi que s'en défendent ses propagateurs allemands, que du socialisme tout court, « en correspondance » selon ses propres termes avec celui de Lassalle ou de Marx. Déplorant l'attrait qu'il pouvait exercer sur certaines « personnes honorables » en Espagne, il en prédisait la « mort doctrinale » prochaine, dès lors que ces dernières auraient les yeux décillés sur « l'impossibilité de tout historicisme à être fondé sur la science » (Velarde Fuertes, 1999, p. 343).

Le groupe critique formé à l'Université d'Oviedo (la plus petite et la plus périphérique des universités) autour de Adolfo Álvarez Buylla et de Leopoldo Alas (plus célèbre comme romancier sous le nom de « Clarín ») maintint ses positions, au nom d'une certaine conception de l'esprit et de la morale, d'une éthique sociale, en faveur d'une intervention des pouvoirs publics en matière sociale – la principale aspiration pratique immédiate était l'établissement d'une loi réglementant les conditions de travail des enfants et des femmes et instituant le repos hebdomadaire.

Sans doute, dès 1879, Álvarez Buylla, qui avait transformé sa chaire de l'Université d'Oviedo du droit à l'économie, allait-il d'emblée plus loin qu'Azcarate en se réclamant de Hildebrand, de Schmoller, de Roesler ou de Wagner ; sans doute également ne reconnaissait-il plus aux seuls « déductivistes » le droit de se réserver le nom d'économistes. Mais, selon de nombreux commentateurs, dans sa recherche d'une synthèse « supérieure » entre l'individualisme radical de l'école de Manchester et l'hétérodoxie allemande Álvarez Buylla péchait au mieux par excès d'éclecticisme, au pire par simple confusion ; son pluralisme méthodologique, fondé sur la prééminence du versant spéculatif de la science, voulait rendre compatibles les demandes historicistes et la tradition déductiviste, tandis que sa crainte d'un interventionnisme public qui aurait tendu au socialisme brouillait

ses critiques du *laissez faire*. Son effort pour trouver le « lieu harmonique » entre les extrêmes supposait en fait le maintien de certains des plus solides piliers de l'orthodoxie. Si la fin de ce même discours de 1879 était consacrée à ne dénoncer que « certaines erreurs du socialisme de la chaire », la liste de ces erreurs était fort longue : la « négation des lois naturelles de l'économie », la « prépondérance exclusive de la méthode inductive », la « direction presque absolue » de l'économie par l'État, le « primat supposé de l'éthique en économie », le « protectionnisme comme norme des relations commerciales entre les nations », la progressivité de l'impôt sur le revenu. Á l'aune de cette « pirouette antihistoriciste » (Velarde Fuertes, 1999, p. 348) que restait-t-il du socialisme de la chaire ? On était donc, on le voit, assez loin en Espagne d'une *Methodenstreit* de haute intensité.

Une décennie plus tard, Max von Heckel se félicitait pourtant que les économistes espagnols « aient rompu avec l'individualisme et se soient décidés à s'engager dans une autre voie » (Serrano Sanz, 2001b, p. 250-251)⁶. Il semble bien, cependant, que prendre les déclarations, il est vrai désormais mieux entendues, de Gumersindo de Azcarate, Adolfo Álvarez Buylla ou de José Manuel Piernas Hurtado contre le libéralisme absolu ou en faveur d'une réforme sociale, pour une rupture méthodologique et épistémologique qui, au fond, n'avait pas eu lieu, c'était se bercer de quelques illusions.

Sans doute, dans son *Introducción al estudio de la ciencia económica* de 1895 Piernas Hurtado écrivait-il que « l'économie n'était pas une qualité commune à tous les domaines d'activité, mais le contenu particulier de certains d'entre eux » (Piernas Hurtado, 1895, p. 47), que l'économie était une « science morale et politique » et ajoutait :

La condition même des faits sociaux répugne à l'emploi de la méthode mathématique qui tente de réduire les phénomènes économiques à des *types idéaux* exprimés par des formules algébriques, afin de déduire par équation les lois de la vie dans cette sphère. Il y a sans doute des choses économiques, la valeur, le prix, la production, la consommation, qui représentent des quantités et qui peuvent être l'objet d'un calcul mathématique ; mais comment arrimer à des équations l'élément moral, les déterminations de la volonté de l'homme, qui influent de manière décisive en ces choses (Piernas Hurtado, 1895, p. 40).

6 Le texte de von Keckel a paru en 1890 dans les *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, une traduction espagnole, celle à laquelle se réfère Serrano Sanz sous le titre « Desarrollo de la nueva literatura sobre economía política en España », *Información Comercial Española*, 1976, N° 517, p. 95.

Pour autant, pas davantage chez Piernas Hurtado que chez Buylla il n'y a réelle rupture avec les maîtres de l'école classique. Ni sur le plan théorique, ni en bien des aspects de politique économique. Celui-ci, évoquant, par exemple, encore en 1892, l'intervention sur les « conditions » de travail excluait explicitement toute possibilité de légiférer sur les salaires, ce dernier point relevant à ses yeux « du domaine de l'économie et de ses lois naturelles » (Crespo Carbonero, 1998). Traduire en 1894 la première partie du *Handbuch der Politischen Ökonomie* de Schönberg en soulignant l'intérêt de l'apport statistique, ne l'empêchait pas, l'année suivante, de faire un vibrant éloge de la « méthode psychologique autrichienne », à même selon lui d'harmoniser le déductivisme ricardien et le réalisme de l'histoire ! Il s'agissait à ses yeux de se réapproprier les « géniales créations » qu'étaient la théorie de l'intérêt de Böhm-Bawerk et celle de l'utilité marginale de Menger. . . sans pour autant, au demeurant, en tirer quelque conséquence sur l'origine de la valeur, étant donné son attachement sans cesse répété à Adam Smith (Malo Guillén, 2005, p. 416).

Certes, Piernas Hurtado notamment s'employait à proposer une lecture tempérée du libéralisme de Smith ; rappelant son « attachement » à la liberté du commerce et à la concurrence – et le sien propre en filigrane – Piernas Hurtado prenait soin de noter, cependant, que le maître écossais ne s'opposait pas par principe à l'intervention publique, que parmi ses successeurs de « nombreux auteurs exagéraient les conséquences du principe de liberté, de l'intérêt comme mobile, de l'action des lois naturelles et qu'abandonnant la mesure de Smith, voulaient retourner au laissez faire des physiocrates » et d'ajouter que Smith « était réellement un éclectique ou comme l'on dit maintenant un *opportuniste* s'attachant davantage aux motifs des circonstances qu'aux principes scientifiques » (Piernas Hurtado, 1895, p. 76-79). En somme Piernas Hurtado entendait réfuter la distinction entre orthodoxes et hétérodoxes, remarquant au passage que si l'orthodoxie c'était Adam Smith, « ne pouvaient être considérés comme orthodoxes les individualistes qui voulaient la disparition de l'action de l'État, pas davantage que ceux qui dédaignaient le travail d'enquête et d'observation, la méthode positive ou analytique à laquelle avait consacré tant d'efforts celui qu'ils reconnaissaient comme leur chef de file » (Piernas Hurtado, 1895, p. 84).

Après un panorama quasi exhaustif des écoles (y compris le *socialismo revolucionario* de Lassalle ou de Marx, et le *nihilismo ruso*) où Wagner et

Schmoller par exemple étaient clairement identifiés comme *socialistas de la cátedra* et où il mentionnait l'inclination de ses collègues d'Oviedo en ce sens (Piernas Hurtado, 1895, p. 98-99), il paraissait considérer avec une sympathie particulière une certaine *doctrina intermedia*. Posant que « la liberté individuelle ne saurait être incompatible avec l'organisation du travail », que tant l'égoïsme individuel que l'absolutisme d'État sont néfastes, que toute solution ne peut procéder que « de la morale et de la justice » et doit être fondée sur le « principe de solidarité, qui contient la double nature individuelle et sociale de l'homme », les *instituciones cooperativas*, proposées par Cairnes ou Gide, seraient appelées à être les « formes pratiques » donnant réalité à ce principe (Piernas Hurtado, 1895, p. 102-104).

En somme, plutôt qu'un historicisme espagnol conséquent le « krausisme économique » a été un éclecticisme – parfois revendiqué, on l'a vu. Bien davantage que d'une opposition théorique aux maîtres de l'école classique et du libéralisme, il s'agissait de ce que nous pourrions appeler une distinction « de situation ». C'était manière de nourrir un courant intellectuel davantage que de fonder une véritable école de pensée économique (Malo Guillén, 2005, p. 419). Un courant sévèrement jugé par Velarde Fuertes par exemple (Velarde Fuertes, 1999, p. 322) :

La critique maladroite de l'école classique, une grande méconnaissance de l'œuvre des néo-classiques, des identifications confuses au néo-historicisme et au socialisme de la chaire ; une peur panique du socialisme et une colossale ignorance de Marx. [...] sans doute, chez certains, quelque écho de l'existence de l'École autrichienne, sans que soit précisée clairement leur position dans la querelle des méthodes – la plupart ignorant l'allemand. Sans doute, certaine postérité dans le socialisme humaniste de Fernando de los Ríos et de Besteiro⁷, mais à ce compte, il serait inutile de chercher en Espagne quelque école susceptible de proposer une révision du classicisme avec quelque cohérence sur le modèle du néo-historicisme allemand.

Si Buylla ou Piernas Hurtado furent, dans une certaine mesure, historicistes, ce fut comme à leur corps défendant et surtout d'un point de vue pratique, bien davantage que théorique ; simplement parce que leur désir de réforme morale et sociale impliquait une approche

7 Il s'agit de personnalités du PSOE, assez influentes durant les années 1920-1930, incarnant globalement l'aile la plus modérée (et explicitement non marxiste) du socialisme espagnol.

inductive et les statistiques. Au fond, quelqu'un comme Buylla aurait été un « historiciste plutôt cordial que cérébral » (Velarde Fuertes, 1993, p. 208), dont l'ambition était d'être un Adolf Wagner espagnol, une sorte de conscience morale du régime de la *Restauración*. De l'Université d'Oviedo, des amphithéâtres de la *Institución Libre de Enseñanza*, puis, de plus en plus, des solides et prestigieuses positions institutionnelles que les uns et les autres acquièrent au cours des années 1890 et au tout début du nouveau siècle – Buylla est nommé directeur de l'*Instituto de Reformas Sociales*, créé en 1903 (par un Gouvernement... libéral)⁸, Piernas Hurtado est reçu à la *Real Academia de Ciencias Morales y Políticas* en 1905 – l'impératif tout à la fois moral et pratique des « économistes krausistes » ne fut pas sans marquer de sa tonalité, libérale de gauche et réformiste (contre les tentations conservatrices), le débat sur la nécessaire « régénération espagnole » (*Regeneracionismo*) devenu plus aigu après le « *Desastre* » (la défaite de 1898 face aux États-Unis et la perte consécutive de Cuba, Porto Rico et des Philippines). Cependant, si, à cette date, les économistes « classiques » avaient dû céder du terrain, c'était bien davantage que sur la question de méthode sur le plan de la politique économique en général et de la politique commerciale en particulier.

III. DE L'OPTIMISME DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE AU PRAGMATISME DE L'ART POLITIQUE : CÁNOVAS DEL CASTILLO, CHEF DU GOUVERNEMENT

On a dit que l'une des oppositions les plus décidées dès le milieu du siècle au libéralisme – et au libre-échange tout particulièrement – était celle des industriels catalans réunis au sein d'un puissant groupe de pression le *Fomento del Trabajo Nacional* et qui sut se créer de notables relais sur un registre plus intellectuel, telle la *Societat d'Estudis Econòmics de Barcelona*. La série de conférences données en faveur d'un retour à une politique protectionniste par Pedro Estasen et regroupées en volume en 1880 sous le titre *La protección y el libre cambio* marqua le renouveau

8 Velarde Fuertes J. (1999) admet que l'*Instituto de Reformas Sociales* peut être vu comme le fruit d'une filiation, tardive, du *Verein für Sozialpolitik*.

d'une vigoureuse campagne en ce sens. Une campagne à laquelle allaient contribuer des universitaires barcelonais dont le juriste Manuel Durán i Bas. Or, le fait nouveau de la fin des années 1880 et du début des années 1890 fut le ralliement au protectionnisme des industriels basques – des sidérurgistes de Biscaye tout au moins (Fernandez, 2013); s'il n'y avait à cette époque au Pays basque ni Université ni universitaires pour relayer leur cause, ils avaient, avec l'ingénieur Pablo de Alzola, un très sûr et très constant porte-parole (Basurto, 1999). Infatigable publiciste, Alzola n'hésita point à s'essayer à l'histoire de la pensée économique et à proposer au nom de la personnalité historique des peuples et nations une critique de l'universalisme abstrait de « l'école libérale » qui, expliquait-il (Alzola y Minondo, 1896) :

suppose que l'esprit d'entreprise habite les mesetas de Castille comme les rives de la Tamise, qu'il peut en Espagne porter naturellement d'aussi beaux fruits [...] En outre c'est oublier que les Britanniques – ceux qui ont en charge la conduite des affaires – n'attachent qu'une importance relative aux discussions byzantines sur les limites de la puissance publique, lorsqu'il s'agit de l'intérêt national et que c'est au pays classique de l'individualisme que l'on trouve le plus grand nombre de services gérés par des municipalités (p. 482 et suiv.).

Au nom de « la culture positiviste qui s'étend dans les quelques provinces industrielles de la péninsule » (chacun pouvait lire la Catalogne et le Pays basque) Alzola condamnait sans appel « le goût castillan de l'idéalisation abstraite » et affirmait que c'était une certaine « paresse intellectuelle » qui faisait « reconnaître des lois immuables et universelles applicables à toutes les nations riches ou pauvres, prospères ou décadentes » :

Avoir adopté les principes « idéaux » de l'École classique permettait de s'exempter de procéder aux études expérimentales, qui demandent de laborieuses recherches. [...] Il s'agit donc de s'opposer aux sophismes classiques, car la science économique n'a pas la vérité austère et inflexible des mathématiques ; elle dépend de mille circonstances et accidents ; elle est contingente et opportuniste et ne saurait se prêter aux généralisations abstraites (Alzola y Minondo, 2002, p. 503).

On le voit, si l'on peut repérer des éléments de *Methodenstreit*, celle-ci se nourrissait, dans le cas d'Alzola comme dans celui d'une école économique catalane encore en gésine, au moins autant sinon davantage

que d'une véritable controverse analytique et théorique, du débat politique, de ses enjeux en terme d'inégalité de développement régional et d'intérêts des forces économiques en présence.

C'est d'ailleurs d'un homme politique que vint l'un des coups les plus rudes contre les libéraux. En 1891 Antonio Cánovas del Castillo faisait paraître en brochure *De cómo he venido yo a ser doctrinalmente proteccionista* [Comment moi, je suis devenu doctrinalement protectionniste]. Texte capital. Par la personnalité du signataire, auteur d'une œuvre prolifique dans le domaine de l'histoire et de l'économie politique et homme politique de tout premier plan, principal concepteur de la Constitution de 1876, on l'a dit, et incontestable chef du parti libéral-conservateur. Parce que Cánovas, ancien libéral lui-même, y poursuivait la controverse qui l'opposait depuis quelques années à Gabriel Rodríguez, non seulement du strict point de vue de la politique commerciale qu'il convenait de mener, mais prétendait, comme le titre le soulignait, fonder en « doctrine », et par là donner une valeur scientifique, aux mesures « pratiques » qu'il prenait comme ... chef du Gouvernement.

Contre le « cosmopolitisme libéral », l'adoption de tarifs douaniers protecteurs ne devait pas être entendue comme un ralliement aux pressions des industriels catalans ou des céréaliculteurs de Castille du Nord. Ce n'était pas tant une mesure circonstancielle d'intérêt national qu'un programme d'action légitimé selon des critères procédant bien d'une économie politique bien comprise.

Cánovas continuait à s'inscrire théoriquement dans le champ de l'école classique. Jusqu'au bout, quelles que soient l'évolution des conditions structurelles et l'inflexion ou retournement des conjonctures, il a défendu ce qui à ses yeux étaient les principes de base. Profondément smithien, il reste convaincu de l'existence des lois universelles en économie, convaincu que l'intérêt personnel est à l'origine de l'édifice conceptuel de l'économie, que la concurrence est le principal stimulant du progrès économique. Aucun ralliement théorique à l'historicisme allemand de sa part, donc. Mais il ne partage pas ce qu'il appelle « l'optimisme insolent et superficiel des *economistas* » coupables à ses yeux de dérèglements et d'une cécité conduisant... au péril socialiste – à ce titre, dans un discours prononcé quelques mois après la Commune de Paris, il s'en était pris très explicitement à Bastiat, « à un pas seulement du socialisme » à cause de son déterminisme (les « harmonies » qui, en outre, pour le

catholique Cánovas ne sont pas sans se rattacher au calvinisme). Ce qui n'impliquait pas de céder au vertige du pessimisme, bien au contraire.

Déjà en 1882, alors même qu'il n'était point encore devenu un militant des tarifs protecteurs, Cánovas avait protesté contre « l'impérieux dogme » identifiant libéralisme et libre-échange, en opposant aux raisonnements de l'école classique la force de l'évidence historique : « les États-Unis seraient-ils moins libéraux parce que non libre-échangistes ; qui peut nier qu'en Amérique du Nord s'épanouit le plus authentique libéralisme d'esprit et de conviction ? » La question du libre-échange serait en fait un « problème local », en aucun cas une « question de doctrine politique ou économique » ; la résolution du problème – le choix du libre-échange ou de la protection – ne dépendant que de « la situation dans lequel chaque pays se trouve à un moment donné » (*Discurso en el Parlamento del 22 de abril 1882 sobre las ideas del librecambio y la economía política en general a proposito de un tratado de comercio*, dans Cánovas del Castillo, 1997, p. 233-245). Déjà, il avait proposé, à partir de ce qu'il donnait comme une constatation de bon sens et non comme le résultat de spéculations, une « reconstruction de l'économie politique », sous peine d'atonie académique et aux risques ... du socialisme⁹. Il faut reconstruire l'économie politique, non pas tant parce que ses principales lois, mathématiquement observées, seraient inexactes, mais parce que son projet aurait été inachevé faute de s'être inséré dans « l'humanité et l'histoire ». Á ce compte, l'économie politique doit rapidement s'approprier le concept de la morale et celui du droit et, s'en nourrissant, générer de nouveaux contenus tout à la fois analytiques et politiques.

Politiquement, l'élément décisif du retournement fut le renversement de la conjoncture commerciale viticole. Confrontée à la crise du phylloxera, la France avait massivement importé des vins espagnols dans le cadre des traités commerciaux de 1877 et 1882. Durant les années 1880 la viticulture avait en conséquence compensé largement la déprime céréalière. Mais, son vignoble reconstitué, la France dénonça les accords et les tarifs Méline fermaient le marché français aux vins espagnols : les exportations de vins chutaient de 8,9 millions d'hectolitres en moyenne annuelle pour la période 1887-1891 à 5,5 millions d'hectolitres pour la période 1892-1897 (Becuwe & Blancheton, 2013). Le nouveau tarif

9 Sur l'analyse du discours critique du libéralisme comme réponse au socialisme et rempart contre la barbarie, voir Velarde Fuertes (2007).

de décembre 1891 qui établissait des droits sur les importations industrielles, en majeure partie françaises, peut être vu, dans une large mesure, comme une riposte au tarif français. À ce titre, on peut l'interpréter comme un instrument de négociation pour obtenir une diminution des droits sur les vins espagnols. Selon l'opinion de Serrano Sanz ce serait le refus français de réviser à la baisse le tarif Méline, qui pérennisa le tarif espagnol de 1891. On aurait là en somme un protectionnisme forcé par les circonstances, et le fait que les libéraux de retour au pouvoir ne revinrent pas sur le tarif de 1891 en serait un élément de démonstration (Serrano Sanz, 1987).

En effet, tandis qu'au sein de l'*Araa* les économistes de profession, tels Figuerola et Gabriel Rodríguez bien entendu, mais aussi Azcarate, continuaient à défendre fermement la doctrine de la liberté commerciale, le chef du parti libéral, Praxedes Sagasta, inventait l'idée de « l'opportunisme douanier », à égale distance du protectionnisme et du libre-échange.

Est-ce à dire, comme l'affirme Antonio Costas, que « l'économie avait cédé le pas à la politique » (Costas, 1997, p. 219) ou bien plutôt, et seulement, comme Schumpeter le suggéra, qu'en cette fin de siècle était en train de se rompre l'alliance de l'économie et du libéralisme – en Espagne comme ailleurs ?

Sans doute, peut-on considérer, à juste titre, que pour Cánovas question sociale et protection commerciale (celle des céréales castillanes notamment) étaient solidement articulées. À ses yeux, il en allait de la cohésion nationale – après que le rétablissement du suffrage universel en 1890 eut laissé craindre une poussée révolutionnaire – sauf à encourager l'émigration – à son maximum déjà en ces années – et, par conséquent, à affaiblir la nation. Certes, en tant qu'homme politique au pouvoir, Cánovas ne cachait point son admiration pour Bismarck et la voie suivie par l'Allemagne. Le protectionnisme serait, à ce compte, ce qu'avait été la restauration des Bourbons dans la vie politique. Sans doute également, le choix d'une politique protectionniste répondait-il, on l'a évoqué, aux souhaits des industriels catalans et biscayens, mais il fallait concevoir la production régionale comme constituante d'une production nationale et levier pour l'essor et la prospérité de celle-ci. Au-delà des circonstances difficiles du tournant des années 1880-1890, la politique de Cánovas reflétait assez bien sa conception du progrès économique et ... social.

Il convenait qu'on inversât la formule de l'École économiste : ce n'était plus la liberté qui conduirait au progrès, au contraire on espérait et on supposait que le progrès conduirait à la liberté.

Plus que l'individu, en fait, c'est la nation qui est le véritable sujet de l'économie politique. Or, si Cánovas veut bien continuer à admettre que « le libre-échangeisme est une doctrine qui, considérant sa valeur et sa rigueur mathématique, pourra s'avérer exacte », cette doctrine ne saurait être « applicable aux nations qui sont limitées par le moment historique où elles se trouvent et qui sont confrontées à de sérieuses difficultés inhérentes précisément à leur développement ». Á ce titre, la conclusion, du point de vue de *l'art politique* sinon de celui de la science, s'impose : « [le libre-échangeisme] est une doctrine irrationnelle et qui surtout met en péril le principe de l'indépendance des nations ».

L'École économiste avait en Espagne « transformé la science en étendard politique » (Serrano Sanz & *al.*, 2001, p. 50) en cherchant l'application immédiate de ses principes normatifs : ce qu'elle obtint après la révolution de 1868. Ce triomphe, alors sans partage, de l'École économiste allait être remis en cause à partir de la deuxième moitié des années 1880 ; avant même le nouveau siècle l'étoile du libéralisme doctrinaire espagnol, si ardente durant près de trois-quarts de siècle, avait cessé de briller.

S'agissait-il de la manifestation particulière de ces sortes d'oscillations nécessaires dans toute histoire des sciences sociales ? (Costas, 1997) Peut-on l'imputer au vieillissement, puis à la disparition, des principaux et prestigieux représentants du libéralisme absolu – Joaquín Sanromá, Laureano Figuerola, Gabriel Rodríguez ? Pour une part sans doute, si l'on considère que l'École économique ne se renouvela pas sur le plan épistémologique et théorique, se contentant de conserver ses références révérencieuses à Smith, utilisant surtout Bastiat et ... ignorant presque complètement la révolution marginaliste ; si l'on considère, avec Serrano Sanz, qu'elle périt, précisément, sur le terrain qu'elle avait occupé un demi-siècle et sur lequel elle choisit de combattre : celui des politiques économiques.

Pour autant, ce déclin politique, au Gouvernement, et social, dans les facultés, du libéralisme doctrinaire n'avait pas condamné l'appareil conceptuel et les grands principes théoriques du classicisme. Comment l'expliquer ?

En premier lieu, parce que la bataille sur le terrain de la politique économique dispensa les adversaires de s'engager dans une véritable remise en cause des paradigmes de l'École classique. C'est ce que l'on pourrait nommer le « libéralisme appliqué » qui, seul, a véritablement été critiqué. Parce que c'était, en outre, également la seule bataille que le krausisme économique – une singularité espagnole – était prêt à mener. On a dit combien les références à l'historicisme des krausistes n'étaient fondées que sur une sorte de relativisme : c'est-à-dire la séparation entre théorie et politique économique. C'était l'invocation de la *réalité* – à quoi se réduisait peu ou prou leur historicisme – qui seule permettait de légitimer l'adoption de mesures pragmatiques contraires, en principe, aux recommandations théoriques. Á travers cette argumentation on conciliait l'acceptation du principe de liberté, d'entreprendre, de commercer, etc. et la défense de restrictions pratiques dans le domaine du commerce extérieur tout d'abord, social ensuite, dès lors que l'intérêt national en signifiait la pertinence. C'est sans doute ainsi qu'il faut interpréter « les échos historicistes présents dans les discours de Cánovas » (Serrano Sanz, 2001, p. 63). Enfin, parce que, précisément, le principal artisan de la remise en cause du libéralisme absolu ne fut pas un théoricien mais un économiste-politique. Á ce titre il ne se souciait point d'approfondir la discussion théorique. L'outillage conceptuel de l'École classique lui convenait, dès lors que l'on distinguât soigneusement ce qui relevait de la science économique théorique et ce qui relevait d'une économie politique conçue comme cadre de la mise en œuvre d'une politique économique.

BIBLIOGRAPHIE

- ALZOLA Y MINONDO, Pablo de [1896], « Estado actual de los estudios económicos en España por D. Ramón Olascoaga » (Pablo de Alzola), *Euskal-Erria*, repris in ALZOLA Y MINONDO, Pablo de [2002], *Selección de textos*, Estudio preliminar, notas y edición de textos de José Manuel BARRENECHEA in *Clásicos del Pensamiento Económico Vasco*, Vitoria-Gasteiz, Servicio Central de Publicaciones del Gobierno Vasco, Vol. VI.
- ARTAL I VIDAL, Francesc [1999], « El desarrollo del pensamiento proteccionista catalán en la segunda mitad del siglo XIX », in FUENTES QUINTANA, Enrique (coord.) [1999], Vol. 4, p. 543-555.
- AZCARATE, Gumersindo de [1876], *Estudios económicos y sociales*, Madrid, Librería de Victoriano-Suárez. Biblioteca Virtual Cervantes : www.cervantesvirtual.com/obra-visor/estudios-economicos-y-sociales, 1999.
- AZCARATE, Gumersindo de [1979], *Municipalismo y regionalismo*. Estudio preliminar de Justino de Azcárate y Enrique Orduña. Réédition d'un recueil de textes, Madrid, Instituto de Estudios de Administración Local.
- BASURTO, Ramón [1997], « Pablo de Alzola, el Bismarck vasco », in BEL, Germá & ESTRUCH, Alejandro (coord.), *Industrialización en España : entusiasmos, desencantos y rechazos. Ensayos en homenaje al profesor Fabián Estapé*, Madrid, Civitas, p. 227-248.
- BECUWE, Stéphane, BLANCHETON, Bertrand & CHARLES, Léo [2013], « Le vin dans le commerce extérieur français (1850-1913) », *Économies et Sociétés*, série AF, Histoire quantitative, N°9, p. 1515-1537.
- CÀNOVAS DEL CASTILLO, Antonio [1888], *Discurso en defensa de la producción nacional pronunciado en el Congreso de los Diputados en día 9 de enero de 1888*, Madrid, Librería de Miguel Guijaro.
- CÀNOVAS DEL CASTILLO, Antonio [1997], *Obras. Historia, Economía, Política*, Séville, Editorial Gever, 6 vol.
- COSTAS, Antonio, [1988], *Apogeo del liberalismo en « La Gloriosa ». La reforma económica en el Sexenio liberal (1868-1874)*, Madrid, Siglo XXI.
- COSTAS, Antonio [1997], « El librecambio, la industrialización y sus desencantos : argumentos a favor del proteccionismo en la segunda mitad del siglo XIX », in Germá BEL & Alejandro ESTRUCH (coord.), *Industrialización en España : entusiasmos, desencantos y rechazos. Ensayos en homenaje al profesor Fabián Estapé*, Madrid, Civitas.
- CRESPO CARBONERO, Juan [1998], *Democratización y reforma social en Adolfo A. Buylla*, Oviedo, Servicio de Publicaciones de la Universidad de Oviedo.

- ESTAPÉ, Fabián, [1990], *Introducción al pensamiento económico. Una perspectiva española*, Madrid, Espasa Calpe.
- FERNANDEZ, Alexandre, [2013], « Sur le protectionnisme des industriels de Biscaye : ancien débat, nouvelles approches ? », *Économies et Sociétés*, série AF, Histoire économique quantitative, N° 47, p. 1591-1604.
- FLÓREZ ESTRADA, Álvaro [1958], *Obras de ...*, Estudio preliminar y edición de Miguel Artola Gallego, Madrid, Atlas, Biblioteca de Autores Españoles, 2 vol.
- FUENTES QUINTANA, Enrique (coord.) [1999], *Economía y economistas españoles. La economía clásica*, Barcelone, Galaxia Gutenberg, Vol. 4.
- FUENTES QUINTANA, Enrique (coord.), [1999], *Economía y economistas españoles. Las críticas a la economía clásica*, Barcelone, Galaxia Gutenberg, Vol. 5.
- LEBÓN FERNANDEZ, Camilo & SANCHEZ LISSÉN, Rocío [1999], « Gabriel Rodríguez : un combativo economista liberal en el ultimo tercio del siglo XIX español », in FUENTES QUINTANA, Enrique (coord.) [1999], Vol. 4, p. 507-533.
- LLUCH, Ernest, [1992], « Diffusión e influencia de los económicos clásicos en España (1776-1868) » in *Actas do Encontro Ibérico do Pensamiento Económico*, Lisbonne, CISEP.
- MALO GUILLÉN, José Luis [2005], *El krausismo económico español. Estudio introductorio*, Madrid, Real Academia de Ciencias Morales y Políticas.
- PIERNAS HURTADO, José Manuel, [1895], *Introducción al estudio de la ciencia económica*, Madrid, Librería de Victoriano-Suárez. <https://archive.org/stream/introduccionales00pier>
- SERRANO SANZ, José María, [1987], *El viraje proteccionista en la Restauración. La política comercial española, 1875-1895*, Madrid, Siglo XXI.
- SERRANO SANZ, José María, [1997a], « Las ideas económicas de Antonio Cánovas del Castillo », in *Antonio Cánovas del Castillo. Homenaje y memoria de la Real Academia de Ciencias Morales y Políticas (1897-1997)*, Madrid, Real Academia de Ciencias Morales y Políticas, p. 405-421.
- SERRANO SANZ, José María [1997b], « Los estudios económicos en España a finales del siglo XIX : historia de un estancamiento », in BEL i QUERALT, Germá & ESTRUCH MANJÓN, Alejandro (coord.) [1997], *Industrialización en España (1760-1960) : Entusiasmos, desencantos y rechazos. Ensayos en homenaje al profesor Fabián Estapé*, Madrid, Civitas, p. 249-268.
- SERRANO SANZ, José María & al. [1999], « Introducción : las críticas a la economía clásica » in FUENTES QUINTANA, Enrique (coord.) [1999], Vol. 5, p. 7-124.
- SERRANO SANZ, José María [2001], « Economía y controversia de política económica a finales del siglo XIX », in FUENTES QUINTANA, Enrique (coord.) [1999], Vol. 5, p. 155-196.

- SUAREZ CORTINA, Manuel [2006], *La España liberal (1868-1917). Política y Sociedad*, Madrid, Síntesis.
- TIRADO FABREGAT, Daniel A. [1996], *La protección arancelaria en la Restauración, 1870-1913*, Barcelone, Universitat de Barcelona.
- VELARDE FUERTES, Juan [1974], *Introducción a la historia del pensamiento económico español en el siglo XX*, Madrid, editora Nacional.
- VELARDE FUERTES, Juan [1993], « Inicio y final de la *batalla del método* en España a través de las figuras de Adolfo Álvarez Buylla y Antonio Flores de Lemus », in GARCÍA DELGADO, José Luis (dir.) [1993], *Los orígenes culturales de la II República. IX Coloquio de Historia Contemporánea de España*, Madrid, Siglo XXI, p. 199-236.
- VELARDE FUERTES, Juan [1999], « La oleada historicista y el pensamiento económico español », in FUENTES QUINTANA, Enrique (coord.) [1999], Vol. 5, p. 321-388.
- VELARDE FUERTES, Juan [2007], *Tres sucesivos dirigentes políticos conservadores y la economía : Cánovas del Castillo, Silvela y Maura*, Madrid, Fundación Universitaria Española.